



PRÉFACE

BRIEY ET CHARLEROI

Fleus, au cours de la guerre, le redoutable et peut-être funeste avantage, ayant entrevu la vérité sur les débuts de la guerre — sur ce mois d'août 1914, le plus tragique assurément de toute l'histoire de la France — d'avoir osé la dire.

Ayant trouvé le mot de la prétendue énigme de Charleroi, je l'ai donné et par là dévoilé les erreurs dont on avait abusé l'opinion, les causes de l'invasion et de la cruelle occupation du plus riche quartier de la France, celles enfin des difficultés et des souffrances sans nombre qui s'ensuivirent.

J'ai tenu le flambeau, dont parle Vigny, et « dont les yeux faibles détestent la lumière ». On m'en fit grief. Dire si tôt la vérité, erreur politique ! gémissait-on. Non. Que si erreur il y avait eu, elle n'eut pas, au surplus, été que mienne, mais également celle du gouvernement, dont en 1918 la censure autorisa la publication de mes articles du Correspondant puis celle de mon livre. Le gouvernement, ce faisant, avait

assurément ses raisons ; peut-être les trouverait-on en rapprochant la date où parurent ces articles de celle des événements militaires qui se produisirent alors sur le front allié.

Je prévois pour ce nouveau livre une autre critique. Il est le quatrième d'une série sur la frontière : idée fixe, dira-t-on. Quatre livres sur le même objet, c'est beaucoup, je le reconnais, mais ce n'est pas trop quand le sujet est d'une telle importance. Assurément j'eusse préféré « boucler le dossier » et passer à un autre sujet. Je n'éprouverai aucune confusion d'une telle critique, et si j'ai un remords, c'est, au cours de ma vie parlementaire, d'avoir trop regardé ma circonscription et pas assez la frontière. Le devoir actuel d'un représentant de la France est de renverser son champ de vision d'avant-guerre.



Après Charleroi, j'étudie donc aujourd'hui un autre coin de la bataille de la frontière d'août 1914 : Briey. Voici comment j'y fus amené.

Mon livre : Le Secret de la Frontière : Charleroi subit le tir de barrage le moins inattendu. J'avais déclaré qu'il « n'était que pour quelques-uns » ; son tirage avait été volontairement limité, l'éditeur ni l'auteur ne voulant tirer profit de la révélation d'un tel malheur national. Mon but était d'empêcher la légende de se substituer à la vérité historique. Je me félicitais presque du silence quasi-universel de la presse.

Un hasard politique vint le rompre.

En janvier 1919, au cours d'une interpellation à la Chambre sur la politique métallurgique du gouverne-

ment, l'interpellateur, ayant évoqué la question de Briey, dont j'avais dans mon livre exposé la gravité, fit appel à mon témoignage ; je ne le lui refusai pas, et je ne pouvais le lui refuser. Je signalai donc la double cause de nos difficultés métallurgiques au cours de la guerre : la non-défense, en août 1914, de Briey, le pays du fer, et du Nord, le pays de la houille. L'émotion fut vive ; M. Viviani la porta à son comble en affirmant que cet abandon de Briey provenait du fait du commandement et non du gouvernement, que le recul de 10 kilomètres, prescrit à nos troupes le 30 juillet, n'avait été pour rien dans cette mesure, prévue dans le plan de concentration.

Bien d'autres choses furent encore dites, hors de cette question, qui, d'accessoire dans la pensée de l'interpellateur, devint principale dans la pensée publique. Par Briey la question du début de la guerre était posée. Cette fois, la grande presse, comme mue par un chef invisible, fit rage : sabotage de la victoire ! scandale parlementaire !! légende de Briey !!!.. Je laissai passer l'orage.

La Chambre décida, comme conclusion du débat, de nommer une commission d'enquête « sur le rôle et la situation de la métallurgie en France ». Un tel programme était illimité alors que, par contre, les pouvoirs de la Chambre étaient extrêmement limités, la malignité publique les disait même périmés.

La perte de Briey ayant été l'origine certaine et la cause principale de nos difficultés métallurgiques, son examen s'imposait d'abord. La Commission rechercha donc les raisons de cet immense malheur, que le ministre M. Loucheur, n'hésita pas à qualifier de « catastrophe » : c'était conséquemment l'examen des événe-

ments militaires du début de la guerre sur ce point du front de bataille français.

Les chefs qui avaient participé à ces batailles ou qui furent associés à leur préparation apportèrent leur témoignage. Le général de Castelnau d'abord, le maréchal Joffre enfin avertirent la Commission qu'au point de vue stratégique, Briey n'était que la partie d'un tout et que, pour comprendre ce grave détail, il était nécessaire d'envisager l'ensemble, de connaître le plan de concentration et les plans successifs d'opérations.

Et la Commission se vit obligée, pour remplir le mandat que lui avait donné la Chambre, d'orienter dans ce sens son enquête. Elle recueillit des témoignages qui resteront d'importantes contributions à l'histoire de la guerre. Mais le public, mal renseigné, ne comprit pas comment une Commission chargée d'enquêter sur la métallurgie portait ses investigations sur les graves problèmes du début de la guerre : la situation lui parut paradoxale ; elle l'était apparemment, mais trop compliquée pour lui pouvoir être congrûment expliquée.



Le rapport sur cette question de Briey me fut confié. C'était une occasion exceptionnelle de pousser plus à fond cette question du début de la guerre que, le premier, j'avais posée, et ce dans des conditions sans égales puisque les témoignages pouvaient être requis et reçus sous la foi du serment, et que, comme rapporteur, je devais avoir la communication des documents officiels essentiels.

Les témoignages reçus furent nombreux, et plusieurs seront, pour l'histoire, des documents de premier ordre.

Pourtant, si autorisés que fussent ces témoins et si évidemment sincères leurs dépositions, il apparut vite qu'ils ne pouvaient suffire à manifester pleinement la vérité. Le témoignage direct sur des faits de guerre — et surtout pour une guerre aussi longue — par ceux qui en furent les acteurs, est, en effet, très délicat : le souvenir subit inévitablement des déformations ; la mémoire, après de telles épreuves, risque, sinon de s'oblitérer, au moins de n'être pas toujours fidèle ; l'idée fixe peut, et de la meilleure foi, l'impressionner...

Un fait surtout imposait une grande réserve. Au début de la guerre les commandants d'armée ne furent pas mis au courant du plan général d'opérations ou, plus exactement, de la pensée du général en chef. Le général Berthelot, qui apparaît un peu comme le chef irresponsable des opérations d'août 1914, a déclaré à la Commission de Briey que « l'ensemble du plan d'opérations était inconnu d'une manière générale des commandants d'armée, mais qu'il était en réalité connu par les chefs d'état-major qui avaient participé à l'établissement de ce plan ». En fait, de propos délibéré, le Grand Quartier Général ignora les commandants d'armée, et par dessus leur tête ne communiquait qu'avec leurs états-majors. Ces généraux d'armée ne furent que des exécutants supérieurs, sans contact avec le général en chef, ne recevant de lui aucune indication personnelle...

Ainsi, dans le cas spécial de Briey, le rôle de l'armée de Lorraine, créée le 19 août et mise sous le commandement du général Maunoury, était essentiel, puisque cette armée, reliant les 3^e et 2^e armées, avait pour mis-

sion l'investissement de Metz, combiné avec la défense des Hauts-de-Meuse. Or, le général de Castelnau, à la gauche de qui cette armée devait opérer, n'en soupçonna même pas l'existence ; le général Ruffey la croyait pour partie sous ses ordres et ne fut avisé ni de son existence ni de sa mission ; et son commandant le général Maunoury fut jeté en pleine bataille avec cette armée qu'il ne connaissait pas et qui ne le connaissait pas, sans savoir ce que faisaient les armées entre lesquelles il se trouvait.

Un tel état de choses a amené des malentendus terribles et des oppositions de témoignages presque tragiques.

Exclusivement confinés dans le secteur de leur armée, ne soupçonnant souvent rien de ce qui se passait à leurs côtés, tenus dans l'ignorance de la pensée du commandement, parfois même — on le verra — inexactement renseignés par lui, ces commandants d'armée n'ont à peu près rien su de l'ordre général de la grande bataille à laquelle ils participèrent et qu'ils ne connurent que par les réactions qu'elle produisit sur leur armée...

Leur témoignage était assurément nécessaire, il reste important ; il contient des éléments de vérité, mais non toute la vérité.

Cette pensée du commandement, cette vue d'ensemble des opérations le gouvernement ne la possédait pas plus que ces éminents agents d'exécution.

Avant la guerre aucune organisation solide et rationnelle des rapports entre le haut commandement et le gouvernement n'avait été établie, et, la guerre venue, le Grand Quartier Général avait purement et simplement « chambré » le gouvernement. L'aveu formel en fut fait, le 28 mars 1919, devant la Commission de

Briey par le général Messimy, ministre de la Guerre en août 1914 : « Presque tout ce que je sais du début de la guerre — a-t-il déclaré — je l'ai appris depuis deux mois, depuis que je suis rentré au Parlement, depuis que j'ai compulsé les archives et lu les diverses publications récemment parues sur cette période obscure pour moi comme pour tous les Français. » (1)...

Dans ces conditions le contrôle des témoignages devait être demandé aux pièces et documents officiels : ce fut ma tâche.

Cette tâche, le Ministre de la Guerre l'a facilitée en mettant à ma disposition, sinon tous les documents nécessaires, au moins tous ceux qui se trouvaient réunis alors à la Section historique.

Les pièces essentielles me furent procurées ; elles sont suffisantes pour éclairer le sujet envisagé, mais non pour asseoir un jugement certain et encore moins pour établir des responsabilités.

Dans les deux mois de mai et de juin 1919 où je fis ces recherches, les documents innombrables sur la

(1) On peut trouver une critique, de tout point académique, de cet état de choses dans ce passage du discours de réception à l'Académie française de M. le Maréchal Foch : « Une bataille se gagne bien avec les jambes des soldats, mais encore faut-il qu'un commandement avisé et actif ait judicieusement choisi et fixé le but à atteindre... La bataille ainsi menée s'appelle Denain. Mais la bataille se perd avec les mêmes soldats, dans une marche à l'aventure, à la simple recherche d'une occasion militaire favorable, sans une nette compréhension tout d'abord de la situation politique ; c'est alors Malplaquet. Les rapports de la politique et de la guerre étaient déjà trop étroits pour que ces deux activités pussent s'ignorer. Chaque jour ils le deviennent davantage, et de même qu'un gouvernement ne peut avoir dans la paix que la politique de son état militaire, de même une armée, quand elle est en campagne, ne peut avoir qu'une attitude et une tactique : celles correspondant à la politique jusqu'alors pratiquée par l'État. »

guerre n'étaient pas encore réunis à Paris. La Section historique n'en possédait qu'une partie assez réduite : les documents relatifs aux armées étaient à Montpellier ; le Grand Quartier Général détenait à Chantilly ses archives particulières, et le ministère de la Guerre n'avait que le surnombre des épreuves photographiques de ces derniers. Ce n'était donc qu'une sélection, mais très impartialement faite, car des pièces de toute importance s'y trouvaient, qui auraient pu facilement être écartées.

Enfin, et c'est là un point grave, le 1^{er} septembre 1914, lors de l'avance des Allemands sur Paris, l'ordre fut donné par le général en chef de détruire les documents existant dans les coffres-forts des membres du Conseil supérieur de la guerre, ainsi que les plans antérieurs au plan 17. M. le ministre de la Guerre, en me confirmant le fait, m'a déclaré que l'ordre avait été en partie exécuté et qu'il n'avait pas été dressé d'inventaire des documents ainsi détruits (1). Il manque donc une source essentielle de documentation, et cette lacune risque de rendre difficile l'œuvre de l'historien.

L'état des dossiers communiqués, le nombre des pièces, l'insuffisance de leur classement et l'absence de toute méthode scientifique ont encore été des obstacles sérieux.

Un tel état de choses ne permet donc qu'une explication, un exposé impartial des faits envisagés ; je me suis seulement efforcé de les comprendre, d'en suivre le déroulement et l'enchaînement. Sachant combien la vérité est difficile à dégager sur des faits aussi

(1) Voir ces pièces aux Annexes.

proches, aussi obscurs, et où tant de passions sont aux prises, et que, pour se parfaire, l'œuvre de l'historien exige une documentation plus complète et aussi le témoignage de l'ennemi, j'ai estimé ne pouvoir pas formuler un jugement ni des conclusions qui seraient prématurées et risqueraient peut-être de n'être pas tout à fait justes.

Ce livre n'est donc qu'un simple exposé de la perte de Briey, qui n'est, au vrai, que la question même du début de la guerre. Les deux sources essentielles de sa documentation sont les dépositions reçues par la Commission de Briey et les pièces mises à ma disposition par le ministre de la Guerre.



Par cet enchaînement de circonstances, cette enquête sur Briey est devenue en quelque sorte l'examen critique de mon livre sur Charleroi et le mandat parlementaire, qui me fut donné, m'a permis d'en trouver les pièces justificatives.

Dans l'ordre général de la bataille de la frontière et des échecs successifs qui la marquèrent, Briey fut le pendant de Charleroi : Charleroi nous obligea à abandonner le pays de la houille, Briey le pays du fer.

On a parlé d'énigme de Charleroi ; rien pourtant n'est moins énigmatique que notre revers de Charleroi. La Germanie avait trois entrées dans la maison française, les trouées de Belfort, de Charmes et de l'Oise ; nous avons solidement verrouillé les deux premières portes, nous avons laissé la troisième grande ouverte, l'ennemi est entré par là. Charleroi est le prototype

de la bataille perdue, de la surprise stratégique la plus complète, de la faute de commandement la plus extraordinaire que jamais peut-être l'Histoire ait enregistrée.

Bien plus exactement on pourrait prononcer le mot d' « énigme de Briey », car, suivant la définition académique, il n'est pas de « chose plus difficile à définir, à connaître à fond ». On trouve là le mystère le plus épais, le secret le plus étroit, le réseau le plus serré d'obscurités voulues.

C'est que du fait d'une autre « tragique erreur » on passa à Briey près d'une victoire qui eut pu influencer profondément sur le cours de la guerre. Sans doute pour éviter l'irritation d'une telle déception, on couvrit ces faits d'une ombre épaisse, quasi impénétrable. Ce mystère de Briey s'expliquait au cours de la guerre ; après il n'a plus sa raison d'être ; ma mission fut d'essayer de le faire disparaître, de rechercher la vérité.

Ce faisant j'ai été amené à reconnaître que dans mon livre sur Charleroi, il existait une erreur précisément sur ce point de Briey.

Je la proclame avec d'autant moins d'embarras qu'elle est la preuve de l'indépendance absolue de mon jugement. J'avais au surplus annoncé que des erreurs y étaient inévitables, car on n'arrive pas d'un coup, sur un aussi formidable sujet, à la vérité, mais je prévoyais que ces erreurs seraient de détail et non de fond : l'examen critique auquel je me suis livré a confirmé cette prévision.

Le fait capital, la surprise du haut commandement français devant le mouvement débordant de l'aile droite allemande est maintenant hors de conteste et acquis à l'Histoire.

Un point du livre doit être rectifié — et c'est précisément l'objet du présent.

Etudiant le dispositif général du front français avant la remontée de la 5^e armée sur la Sambre, j'écrivais (page 417) : « Il faut observer que dans ce dispositif, les deux ailes étaient indépendantes : entre elles se trouvait toute la région de Briey, sans défense, en sorte qu'il n'y avait pas une armée et un front, mais deux groupes d'armées. » Et, une fois la 5^e armée remontée sur la Sambre, je montrais qu'à l'armée allemande, dont l'unité de front était absolue, nous opposions trois groupes d'armées sans liaison » (page 432).

A l'appellation de « la bataille des frontières » que M. Hanotaux avait donnée à cet engagement général d'août 1914, j'avais donc substitué celle de : « les batailles de la frontière » arguant de ce qu'il n'y avait qu'une frontière — celle du Nord ne faisant qu'un avec celle de l'Est puisque visée par la même menace — et qu'il y eut plusieurs batailles parce qu'il y eut plusieurs armées distinctes et sans liaison et avec des objectifs séparés.

Il m'est apparu, après ce nouvel examen, que l'appellation exacte doit être : la bataille de la frontière.

C'est qu'en effet je voyais plusieurs armées, principalement du fait de la solution de continuité entre le groupe des 2^e et 1^{er} armées et le groupe des 3^e et 4^e, solution de continuité qui précisément était la région de Briey et de la Woëvre, et, avec bien d'autres, je recherchais les raisons de ce « vide de Briey ».

Or l'étude, que j'ai été amené à faire pour remplir le mandat que me donna la Commission de Briey, m'a permis de reconnaître que ce vide était plus apparent

que réel. Il n'existait pas dans la pensée initiale du commandement ni dans le plan d'opérations annexé au plan 17, et, quand le mouvement débordant de l'aile droite ennemie le créa, il fut — trop tardivement, il est vrai — comblé par une armée, dont on dissimula presque l'existence, peut-être parce qu'elle était le témoin d'une grave erreur : l'armée de Lorraine, postée sur les Hauts-de-Meuse, face à Briey.

Il n'y eut donc pas deux armées distinctes, il y eut une armée en deux tronçons sans liaison ; il n'y eut pas deux ailes sans centre, il y eut une aile droite, très distante du centre, et une aile gauche, plus distante encore. Si la liaison n'exista pas sur le terrain, elle existait dans la pensée du commandement, parce que ces trois éléments, devaient coopérer à une même action d'ensemble.

Et cette région de Briey et de la Woëvre ne fut pas négligée, comme les apparences portaient à le croire. L'objectif initial de notre plan de concentration et qui, par malheur, demeura trop longtemps celui du haut commandement, fut l'investissement de Metz, et cet investissement devait se faire en partie par Briey.

C'est là que le général en chef escomptait primitivement la décision. Briey c'est la bataille attendue et préparée à l'est quand l'ennemi montait son attaque par le nord. L'erreur fut de s'hypnotiser trop longtemps sur cet objectif. Quand cette erreur ne put pas ne pas être reconnue, quand le haut commandement se vit contraint par la manœuvre de l'ennemi d'étendre son front de bataille pour parer à ce mouvement débordant dont il n'osa pas, au premier coup et malgré les avertissements donnés, voir l'extension par delà la rive gauche de la Meuse, il n'abandonna pas la région de Briey, il y établit l'armée de Lorraine, qui devait

se substituer à la 3^e armée pour procéder à l'investissement de Metz.

L'énigme de Briey, c'est l'armée de Lorraine.

Armée fantôme, pourrait-on presque dire. En mai 1919, quand je commençai mon enquête, le ministère de la Guerre n'en soupçonnait pas l'existence ; il n'y avait pas de dossier de l'armée de Lorraine ; c'est, je crois, sur ma demande, qu'il fut créé.

Singulière destinée : établie sur le papier le 19 août 1914, constituée en fait le 21, elle fut dissoute le 25. Au cours de la bataille, dite de Virton, le 22 août, son inaction, imposée par le commandement et sans doute aussi par les circonstances même de sa constitution, empêcha la 3^e armée de remporter une victoire qui eut pu être de sérieuse conséquence ; cette victoire, cette armée de Lorraine la saisissait, le 25, à l'heure même où elle recevait l'ordre de se dissoudre. Charleroi était survenu dans l'intervalle et force était de parer sans délai à la menace ennemie sur Paris sans défense.

Il y eut donc un drame de Briey comme il y eut un drame de Charleroi, et l'on fit le silence sur Briey plus encore que sur Charleroi.

C'est que ce coin du champ de bataille fut le seul où nous ayons eu vraiment une supériorité numérique incontestable et le seul surtout où le front ennemi eut chance de pouvoir être brisé. Une mauvaise organisation, la dispersion, l'inexistence même du commandement, une fâcheuse utilisation ou plus exactement l'inutilisation des moyens dont nous disposions empêchèrent un succès dont les conséquences eussent pu être grandes. Toute une armée de réserve, à sept divisions, resta comme immobilisée sur le champ de bataille, deux jours inerte, sans marcher au canon — et par ordre !

Le général Belin, sous-chef d'état-major au début

de la guerre, a dit à la Commission de Briey que le plan du général en chef avait jailli réussir : ce fut sans doute là.

Le général Ruffey commandait la 3^e armée ; il escomptait, le 22 août, le concours de deux divisions de réserve de cette armée de Lorraine ; elles lui firent défaut en pleine bataille. Le 31 août, après qu'il fut relevé de son commandement, le général Ruffey se présenta au Grand Quartier Général, et le général en chef le retint à déjeuner. Après le repas, les convives éloignés, l'ex-commandant de cette 3^e armée mit l'entretien sur cette journée du 22 août : « Quel succès pour nos armes, disait-il, si l'armée de Lorraine avait marché au canon ou si j'avais eu à ma disposition les divisions de réserve sur lesquelles je croyais pouvoir compter : avec ces 40.000 hommes de troupes fraîches et la 7^e division de cavalerie, nous aurions ramassé toute la gauche ennemie à bout de souffle. » Le général Ruffey affirme que, mettant un doigt sur ses lèvres, le général Joffre aurait répondu : « Chut ! il ne faut pas le dire ! »

Le général Ruffey, qui n'a rien d'un politique, fut choqué de ce propos. On le peut expliquer par le moment où il fut dit : le silence sur un tel malheur était alors nécessaire ; la guerre finie et gagnée, il ne l'est plus...



Pour terminer, un mot personnel.

Dans mon livre sur Charleroi, j'ai, le premier, révélé le rôle du général Lanrezac, le pressentiment qu'il eut dès la première heure de la manœuvre allemande, ses avertissements réitérés au Grand Quartier Géné-

ral, le dédain avec lequel ces avertissements prophétiques furent accueillis. Et j'ai montré comment, à Charleroi, pressentant une menace de double enveloppement pour la 5^e armée et l'armée anglaise, et osant prendre sur lui de rompre un combat qui ne pouvait aboutir qu'à un nouveau Sedan, il sauva la France en sauvant l'aile gauche française et rendit ainsi possible, après une rude retraite, le retablissement de la Marne (1).

Je ne sais s'il est dans l'histoire militaire d'exemple d'une plus clairvoyante volonté. Je n'avais pas caché mon admiration pour un tel chef et je l'avais même accentuée parce qu'il était et qu'il est encore la victime de la plus grande injustice. Le général Lanrezac fut sacrifié pour des prétextes diplomatiques, en fait parce qu'il avait eu raison contre tous.

Rien n'est plus facile que d'établir une légende ; il suffit d'un étourdi et d'une dizaine de bavards. C'est ainsi qu'on prétendit que le général Lanrezac avait « inspiré » mon livre sur Charleroi, que j'étais son porte-plume, certains dirent même son avocat.

(1) Sur ce pressentiment du général Lanrezac quant à la présence de la III^e Armée de von Hausen sur la rive droite de la Meuse et formant l'une des branches de la tenaille dont la I^{re} Armée de von Kluck était l'autre, il faut lire dans la Revue militaire suisse, du 11 novembre 1919 un article sur les opérations de l'armée de von Hausen en août-septembre 1914, qui démontre que le général Lanrezac vit à ce moment très clair dans la situation, qui échappait totalement au Grand Quartier Général. Le porte-parole du général von Hausen déclare nettement que ce fut la retraite de l'aile gauche française et l'habile manœuvre du général Lanrezac qui bouleversa tout le plan d'opérations, méthodiquement monté par le Grand Etat-major allemand, provoqua dans les diverses armées un flottement qui amena l'armée allemande en mauvais arroi sur la Marne et détermina le mouvement célèbre de l'armée de Von Kluck.

Le point de départ de cette légende fut, je crois, un propos de Polybe dans son article quotidien du Figaro du 28 mai 1918 où il commentait la tragique surprise du Chemin-des-Dames. Je ne pouvais, à un pareil moment, soulever une polémique ; le point de vue personnel disparaissait dans l'angoisse nationale. Je me contentai de demander à M. Joseph Reinach si c'était à mon livre qu'il avait fait allusion ; très franchement il ne me cacha pas qu'il avait cru reconnaître le général Lanrezac comme mon « inspirateur ». Je lui demandai de remettre à des temps moins malheureux la controverse et je laissai prescrire mon droit de réponse : depuis, malgré mon insistance, il ne me fut pas possible de l'exercer...

Cette explication, qu'il ne m'a pas été permis de donner à ceux du Figaro, je la dois à mes lecteurs.

Je répète que j'ai pour le général Lanrezac la plus haute et la plus reconnaissante admiration ; que j'ai la conviction, la certitude même, que, le 23 août 1914, en rompant le combat impossible de Charleroi, il sauva la France en lui gardant sa 5^e armée, dont la présence maintint l'unité de front et permit la Marne. J'ajoute qu'à Guise il vit aussi plus clair que le haut commandement, que là encore, pour la seconde fois, sa clairvoyance et sa décision nous préservèrent d'un nouveau revers et qu'il sut, par son habileté manœuvrière, changer un insuccès stratégique en un succès tactique. J'ai reçu le témoignage de nombre de ses compagnons d'armes et des plus illustres qui, me remerciant de lui avoir enfin rendu justice, regrettaient de ne l'avoir pas eu pour chef au début de la guerre ; tous déploraient sa disgrâce, déclarant que ce fut un malheur national que d'avoir privé l'armée et la France d'un tel chef.

Si donc mon œuvre avait été « inspirée » par le général Lanrezac, je ne le cacherais pas ; si j'avais été son « défenseur », ce serait pour moi un très grand honneur, et je le revendiquerais hautement ; mais ce n'est pas.

Le Correspondant, en juillet 1917, avait déjà publié trois de mes articles sur la frontière du nord et de l'est et l'esprit d'offensive. Mon dessein fut alors de relater le jeu de notre frontière militaire pendant la guerre, et, pour être parfaitement libre, je ne voulus prendre ma documentation d'aucun des chefs qui avaient participé à ces tragiques actions d'août 1914. Mon jugement ne se fit que par l'étude du livre de M. Hanotaux. Un esprit critique, que près de vingt ans de vie parlementaire ont assez affiné, me fit vite reconnaître le sens de la bataille de Charleroi et les causes de nos revers, et il m'apparut avec évidence qu'un chef, au moins, avait vu, prévu, annoncé, en un mot eu raison contre un Grand Quartier Général aveuglé. Mon jugement, alors, fut fait sur le général Lanrezac et je désirai naturellement le pouvoir connaître pour avoir de lui quelques précisions sur ce grand drame, dont il avait été l'acteur le plus clairvoyant.

Ne le connaissant pas, je fis solliciter par deux de ses camarades l'honneur d'un entretien : c'était fin août 1917. Le général Lanrezac, absent de Paris, répondit, le 1^{er} septembre, qu'il ne pourrait me recevoir avant le mois d'octobre. Date fut prise ultérieurement pour le 27 du dit mois : le 25, le général tombait gravement malade, et l'entrevue projetée ne put avoir lieu que le 27 novembre.

Que l'on consulte la collection du Correspondant : à cette date, quatre de mes articles avaient déjà paru

et le cinquième était sous presse ; dans les deux derniers, intitulés : « La genèse de Charleroi », toute ma pensée sur le grand drame est déjà très nettement formulée, et mon jugement posé.

Le général Lanrezac, assurément, me donna des précisions et me révéla des points particuliers et personnels, que je n'aurais pu autrement connaître. Ces révélations ne firent que confirmer mon jugement et n'en modifièrent aucune des bases essentielles. Le général Lanrezac pourrait dire que, pour ce qui est des grandes lignes, il ne m'apprit rien, car ce qu'il me découvrit, je l'avais préalablement deviné et même consigné par écrit.

Tout cela, je le puis établir par lettres, accompagnées de leurs enveloppes, timbrées par la poste.

L'admiration est donc absolument sincère que j'ai exprimée pour ce grand chef, à qui nous devons tant et que l'Histoire, j'en suis convaincu, placera parmi les meilleurs serviteurs de la France au cours de cette guerre. Mais il ne fut pas plus mon « inspirateur » que je ne fus son « défenseur » : je m'honore d'être maintenant son ami.

Cette confession publique était nécessaire. Les pièces officielles, que j'ai été à même de consulter au ministère de la Guerre, au cours de mon enquête sur Briey, établissent la réalité parfaite de mes affirmations sur le général Lanrezac et la claire vue qu'il eut de la situation.

Je ne veux pas qu'on puisse encore suspecter mon indépendance ni qualifier d'apologie intéressée ou même amicale une vérité historique désormais acquise.

F. E.

27 janvier 1920.

